

«Sans hiérarchie des normes, le fédéralisme fonctionne mal»

JEAN-PAUL BOMBAERTS

Le politologue français Vincent Laborderie est chercheur à l'Université catholique de Louvain (UCL) où il s'est spécialisé dans les questions institutionnelles, en particulier les processus de décomposition et re-composition d'Etats-nations. Sûr qu'en Belgique, il a trouvé de quoi satisfaire sa curiosité intellectuelle... Surtout au terme d'une année 2015 marquée par plusieurs épisodes (climat, budget, survol de Bruxelles...) où l'on a vu notre bel édifice institutionnel se gripper quelque peu.

En quoi le fédéralisme belge ne fonctionne-t-il pas de façon optimale?

Le fédéralisme belge est fait pour fonctionner avec des acteurs qui savent s'entendre. Entre partis traditionnels, cela fonctionne généralement, car ils sont imprégnés de la culture du compromis. La N-VA, en revanche, fonctionne de façon assez différente. Si un parti a intérêt à aller au conflit pour des raisons électorales, on ne peut pas l'en empêcher. De plus, le système est prévu pour des majorités miroirs. Or nous ne sommes pas dans une telle configuration. Cela s'était déjà produit en 2004-2005, lorsque le cdH, qui siégeait au gouvernement bruxellois mais pas au gouvernement fédéral, avait bloqué une tentative de Guy Verhofstadt de résoudre la question des survols de Bruxelles. Le résultat des urnes pourrait à l'avenir amener des configurations beaucoup plus problématiques que ce n'est le cas aujourd'hui. Imaginez la N-VA aux commandes en Flandre mais absente du gouvernement fédéral. On serait parti pour une législation de blocage complet.

Où cela coince-t-il exactement?

Le problème fondamental du fédéralisme belge, c'est l'absence d'une instance chargée de régler les conflits entre les différentes entités du pays. Souvent, c'est au gouvernement fédéral ou à la Cour constitutionnelle qu'incombe cette tâche. En Belgique, on doit se contenter du Comité de concertation qui n'a aucun pouvoir contraignant. Ce sont juste des ministres réunis autour d'une table et pratiquant le consensus à la belge.

Faudrait-il refédéraliser certaines compétences?

Oui, mais l'idéal serait de s'inspirer du modèle allemand des compétences concurrentes. L'Etat fédéral balise le terrain en donnant les grandes lignes à suivre, tandis que les Länder disposent d'une marge au niveau de la mise en œuvre. Dans le dossier climat par exemple, le Fédéral pourrait répartir les émissions de CO₂ entre chacune des entités fédérées qui, à leur tour, se chargent des modalités de mise en œuvre. Le problème, c'est qu'on n'a jamais fait cela en Belgique. On navigue toujours dans l'illusion de pouvoir disposer de compétences homogènes.

Est-on allé trop loin dans la scission de certaines compétences?

Dans certains domaines, oui. Historiquement, on n'a fait que défédéraliser sans jamais réformer le système global. Le fédéralisme belge a toujours été centrifuge. Sans hiérarchie des normes, il ne faut pas s'étonner si le système fonctionne mal. En Flandre, la refédéralisation de certaines compétences est un tabou. Mais ce tabou commence à se fissurer, chez les Verts notamment, où Kristof Calvo, dans son récent livre, fait montre d'une attitude très pragmatique à cet égard.

Si on veut une meilleure cohérence, ne faudrait-il pas refédéraliser les partis?

Je ne pense pas que l'on puisse revenir aux partis unitaires. Les partis du nord et du sud pourraient en revanche plancher sur des programmes électoraux communs, sans pour autant fusionner. Les éco-

logistes y réfléchissent. Cela aurait au moins le mérite de faciliter les négociations après les élections. Mais cela ne réglerait pas le problème fondamental de l'absence d'une instance chargée de régler les conflits de compétences.

Le fédéralisme belge a pourtant souvent été cité en exemple à l'étranger.

C'est un système intéressant là où les antagonismes sont marqués. Mais la Belgique est un pays pacifié. On n'est plus à l'époque de l'affaire de Louvain ou de la crise des Fourons. Aujourd'hui, l'objectif n'est pas d'éviter la guerre civile mais simplement de faire fonctionner la chose.

«La jeune génération de politiques flamands est plus pragmatique.»

VINCENT LABORDERIE
POLITOLOGUE FRANÇAIS À L'UCL

Y aura-t-il d'autres réformes de l'Etat?

Probablement. Mais si on se fixe 2019 comme prochaine échéance, cela risque de ne pas être une bonne réforme institutionnelle. Il faut d'abord se donner un peu de temps et prendre du recul par rapport aux réformes précédentes. Cela permettrait en outre de laisser éclore la nouvelle génération de politiques. Surtout en Flandre où les représentants de la jeune génération développent une approche beaucoup plus pragmatique que leurs aînés.

LA BELGIQUE

D'UNE CRISE À L'AUTRE

Comment la Belgique s'est-elle comportée par rapport à quatre crises majeures survenues en 2015 et qui feront encore l'actualité en 2016? Nous avons pris un peu de hauteur en sollicitant l'avis d'experts reconnus. **Aujourd'hui, nous nous penchons sur la mécanique fédérale qui s'est quelque peu grippée sur certains dossiers.**

LES PHRASES CLÉS

«Historiquement, on n'a fait que défédéraliser sans jamais réformer le

système global.»

«Le problème du fédéralisme belge, c'est l'absence d'une instance chargée de régler les conflits entre les différentes

entités.»

«Les partis du nord et du sud du pays pourraient plancher sur des programmes électoraux communs.»